

Élections présidentielles 2002
Élections législatives 2002

Note de bilan
François Briatte

Introduction

Le vote du cycle électoral de 2002 reste, six mois après les élections présidentielles et législatives, mal compris par de nombreux observateurs. Le premier tour des élections présidentielles fait figure d'électrochoc, de séisme, et pourtant il obéit à plusieurs mécanismes explicatifs, à plusieurs logiques qu'il est possible de cerner avec le minimum de recul dont nous disposons.

S'il est évident que le Front National et l'extrême-gauche ont connu une indéniable poussée des votes en leur faveur, ce dont on se désole souvent en blâmant l'incivisme des Français, il faut superposer à ce premier mouvement le recul spectaculaire du vote socialiste, et à moindres frais cependant, le recul du vote de droite. Comment expliquer ce double mouvement de protestation que l'on ne retrouve plus au deuxième tour des présidentielles ? Et pourquoi cette mobilisation suite à "l'électrochoc" du 21 avril n'a-t-elle pas d'équivalent lors des élections législatives ?

Nous allons chercher à comprendre les logiques du vote dans ces quatre scrutins et à expliquer les allées et venues du vote dit "protestataire" dans les résultats électoraux. Les fortes dynamiques électorales du printemps 2002 sont complexes mais n'ont rien de mystérieux ou de surprenant lorsque l'on se penche sur le contexte et la nature du vote des quatre scrutins.

I. LE CONTEXTE DES ÉLECTIONS DU PRINTEMPS 2002

1. L'ENJEU ÉLECTORAL SOCIÉTAL

On peut distinguer trois contextes particuliers, apparus plus ou moins récemment ces vingt dernières années et qui se font fortement sentir pendant l'année 2002, susceptibles d'avoir eu une influence importante sur le sens du vote.

Au milieu des années 80, le Front National émerge comme force électorale car il apparaît aux yeux de nombreux Français comme le seul parti apte à amener sur la scène politique des enjeux (insécurité, chômage) jusqu'alors excessivement négligés par les partis traditionnels de droite et de gauche. Presque vingt ans plus tard, l'insécurité s'est installée au premier rang des préoccupations des Français, devant le chômage, et ce depuis 1974 (1). La tendance se renforce pendant la pré-campagne et la campagne électorale à la suite d'événements lourds : tuerie du conseil municipal à Nanterre, agressions à répétition contre la communauté juive... L'actualité internationale n'est pas rassurante non plus: il plane depuis le 11 septembre 2001 la menace du terrorisme islamiste, alors que les extrêmes progressent dans le conflit au Proche-Orient. L'insécurité fait donc partie des préoccupations des électeurs depuis longtemps, cependant on doit dire qu'elle est particulièrement mise en valeur par les événements des années 2001-2002. Ce contexte global de peur et d'inquiétudes trouvera un écho dans les médias, qui le traitent de manière spectaculaire et intensive. De fait, ils piègent les forces politiques traditionnelles bien moins efficaces sur ces questions que les partis d'extrême-droite.

Économiquement parlant, les années 1999 et 2000 laissent également place à une année 2001 où la conjoncture est nettement infléchie. La baisse de la croissance va provoquer, malgré quelques efforts du gouvernement, la lente remontée du chômage au moment même où l'on se prépare à juger les 35 heures. Alors que la situation économique et le marché de

l'emploi commençait à peine à se revitaliser, le spectre du chômage va ramener le pessimisme économique au sein des régions industrielles en particulier. L'atmosphère générale fait penser à celle de décembre 1995 où la France a connu sa plus grande agitation sociale des dix dernières années.

Enfin, le troisième contexte est celui des inquiétudes et des angoisses générées par le développement de la société "ouverte". Le traité de Maastricht (20 sept. 2002), les accords du GATT, l'intervention au Kosovo sont autant de décisions qui illustrent une société ouverte au changement, qui pense avoir quelque chose à gagner dans l'Europe et sa monnaie, la mondialisation et le pluriethnisme. Les électeurs hostiles à cette mouvance ont une carte électorale précise que l'on a pu dresser avec le "non" de Maastricht. Cette opposition entre sociétés "ouvertes" et "fermées" ne se calque pas sur le clivage gauche-droite; de fait, un nouveau climat idéologique qui échappe aux partis traditionnels existe en 2002, année marquée par une demande accrue d'ordre et d'autorité. Cette demande incarne la contre-révolution aux idées libertaires en vogue dans une grande partie des démocraties occidentales; on relit ainsi les thèses de Piero IGNAZI dans le contexte de 2002 (3).

Les scrutins de 2002 ont donc lieu dans un climat morose, anxiogène à plusieurs égards. La menace intérieure (insécurité) et extérieure (terrorisme) ont reçu une forte publicité médiatique, et le retour du pessimisme social en France tend à aggraver les inquiétudes. À ces premiers facteurs socio-économiques il faut ajouter le climat politique, loin d'être ensoleillé lui aussi, qui suscite plusieurs inquiétudes au sein de l'électorat.

2. LE CLIMAT POLITIQUE

La scène politique à la veille des scrutins du printemps 2002 est caractérisée par sa morosité ambiante: ni les campagnes ni le bilan du Président sortant n'ont convaincu les électeurs, qui se trouvent face à une offre politique problématique.

"L'action de Jacques Chirac comme Président de la République est jugée globalement négative par la majorité des Français". C'est sur ce triste bilan qu'Alain DUHAMEL ouvre son rapport d'enquête Sofrès du 10 avril 2002. 52% des Français jugent négatif le bilan du chef de l'État, contre 40% d'opinions inverses, ce qui est mieux que Valéry Giscard d'Estaing mais moins bon que François Mitterrand en 1988. Jacques Chirac n'obtient l'assentiment des Français que dans quatre domaines d'action contre onze où il ne s'est pas montré à la hauteur. On s'attend ainsi, dès février 2002, à ce que la campagne soit impitoyable avec les deux têtes sortantes de l'exécutif, ce qui occulte le bilan plutôt positif du Premier Ministre.

Un autre facteur vient perturber la campagne: le nombre record de candidats divers mais proches au premier tour de l'élection présidentielle. Les seize candidats se disputant des espaces politiques souvent proches vont transformer le premier tour de l'élection en une compétition fratricide, agressive, où Lionel Jospin sera la cible, entre autres, des attaques fusant de son propre bord politique. En particulier, les attaques de Jean-Pierre Chevènement qualifiant Jospin d'avatar de Chirac vont brouiller un certain nombre de cartes électorales en amenant le Premier Ministre sortant à modifier sa stratégie de campagne. Le 21 février sur la chaîne France 2, Lionel Jospin annonce que son projet "n'est pas socialiste", suite à quoi il focalisera ses interventions dans des attaques visant le Président. Ce faisant, il oublie d'une part de rappeler le clivage gauche-droite qui devrait être présent dans l'élection, d'autre part il grille une étape de l'élection présidentielle en adoptant une stratégie de rassemblement contre un potentiel adversaire de second tour. Il est évident que cet excentricité de la stratégie électorale va produire un certain nombre de critiques virulentes à l'encontre du Premier Ministre, la première étant émise par Jacques Chirac lui-même soulignant le manque de cohérence à gauche début avril.

Les derniers acteurs à évoquer ici sont les médias, dont le traitement de la campagne est lourd de conséquences. Premièrement, l'obstination des journalistes et commentateurs qui insistent pour ne voir aucune différence entre Lionel Jospin et Jacques Chirac ne trouve aucune opposition, et masque un peu plus le clivage gauche-droite qui manque à ces élections. Parallèlement, et ce malgré les avertissements des instituts de sondages, les journaux publient un nombre aberrant d'intentions de vote (4) annonçant un duel gauche-droite traditionnel au second tour. Enfin, il s'avère que les campagnes des candidats, en plus d'être déjà illisibles pour la plupart, reçoivent un temps d'antenne minime à la télévision (comparé à l'insécurité, par exemple), ce qui semble fonder l'idée que les campagnes n'ont aucun intérêt, ni le premier tour d'ailleurs dont on nous annonce l'issue de manière quasi certaine dans les sondages.

Avant même que le premier tour n'ait lieu, toutes les conditions sont ainsi réunies pour qu'un vote atypique de protestation contre l'élection en elle-même se manifeste. En effet, alors que tout semble joué d'avance, survient le "séisme" du vote protestataire. Les deux phénomènes que l'on évoquait en introduction (la baisse des partis traditionnels et l'émergence d'une France des extrêmes) vont altérer les scrutins du 5 mai puis du 9 et 16 juin 2002.

II. LES ALLÉES ET VENUES DE LA PROTESTATION: DU VOTE À L'ABSTENTION

"Depuis 1965, chaque élection présidentielle livre son lot de surprises," écrit Gérard LE GALL (5). Néanmoins, la surprise du premier tour des présidentielles 2002 reste la plus frappante de toutes. Tout d'abord, elle entre immédiatement en vigueur par l'élimination du candidat socialiste pour le second tour. Deuxièmement, elle marque la fin d'un cycle pour le PS, absent du second tour pour la deuxième fois sous la Vème République, et appelle à un nouvel Épinay sans lequel le PS semble condamné. Enfin, elle a indigné tout autant qu'elle a surpris, de par la présence d'un candidat de l'extrême-droite au deuxième tour d'une élection présidentielle. Voyons comment la France a protesté contre la crise de la représentation politique lors de l'ensemble des scrutins de ce printemps 2002.

1. LES PRÉSIDENTIELLES DU "GRAND REFUS"

La crise des loyautés envers les grandes organisations politiques est un élément important dans la compréhension de la montée de l'abstention d'une part, de la montée des extrêmes d'autre part. Les deux phénomènes sont d'ailleurs liés et responsables de l'échec des partis traditionnels au premier tour. Le deuxième tour fait, pour sa part, figure d'exception: ses effets sont très ponctuels et l'on ne retrouvera pas de grande mobilisation citoyenne lors des législatives alors que de nouvelles logiques d'abstention y feront leur apparition.

a) La protestation du premier tour

Presque 30% des votes du premier tour de l'élection présidentielle 2002 se sont dirigés vers l'extrême-droite (FN, MNR) ou l'extrême-gauche (LO, LCR, PT). Jean-Marie Le Pen est, à la surprise générale, le numéro deux du scrutin. Les voix de son parti et de celui de son rival d'extrême-droite Bruno Mégret ne représentent que 200.000 voix de moins que le score de Jacques Chirac, qui réalise le score le plus bas pour un Président sortant. Par rapport à 1995, l'extrême-gauche, quant à elle, a doublé et quantitativement, c'est le seul électorat qui a connu une croissance vigoureuse. Ce n'est donc pas trop se risquer que d'affirmer que ce premier tour témoigne d'un tropisme vers les extrêmes: 800.000 voix de plus pour l'extrême-droite, 1.300.000 voix de plus pour l'extrême-gauche.

Beaucoup d'analystes avaient vu dans la scission MNR/FN le début d'une érosion électorale inéluctable pour le parti de Jean-Marie Le Pen. Ce qui n'est pas totalement faux: en effet, dans les années 1995-1997, le FN avait commencé à s'organiser en véritable appareil avec ses réseaux, ses élus locaux, ses militants. C'est alors que la scission du MNR qui emporte la plupart des cadres du parti avec lui survient, d'où la présence de deux appareils affaiblis aux élections de 2002. Cette scission explique l'échec local du FN. Néanmoins, la dynamique électorale du Front National ne s'en trouve nullement affaiblie. Le brouillage des cartes par la cohabitation, qui rend la gauche et la droite difficiles à distinguer, et le manque de réponses des politiques aux problèmes sociaux ont fait son jeu: le parti d'extrême-droite sera, le 21 avril, le plus "oppositionnel", le plus protestataire de l'élection. L'occasion pour Jean-Marie Le Pen est rêvée: la gauche et la droite sont toutes les deux sortantes, c'est le moment idéal pour les sanctionner. De fait, ceux qui prendront la parole contre le système politique français se reporteront sur le vote FN en masse, vérifiant le cycle de "politisation négative" dont parlait Jean-Louis Missika au début des années 90.

Plus qu'un parti de protestation, le FN est également un parti d'adhésion: son rejet systématique des élites et sa préférence nationale lui assurent qu'une partie de son électorat veut son élection. Les deux fonctions du FN en appellent à un même électorat: le vote FN est masculin, inversement proportionnel au niveau d'instruction, alliant "la boutique et l'usine" (ouvriers et petits patrons). Ainsi, la cartographie du FN (la France industrielle à forte densité immigrée, le long de la ligne Le Havre-Valence-Perpignan) change peu par rapport à celle de 1995 et de 1988, bien que le score du FN soit en progression.

Le vote d'extrême-gauche partage un certain nombre de points communs avec celui d'extrême-droite: enracinement dans des couches populaires, hostilité à l'Europe, même logique binaire "peuple contre grands..." Même si Nonna MAYER a raison de préciser que les extrêmes ne se rejoignent pas dans le cas du PCF, Pascal PERRINEAU met l'accent sur les affinités électives entre le FN et LO, dont 15% s'apprêtaient à voter pour Le Pen au second tour (7). L'extrême-gauche radicale ressort très valorisée par ses scores probants, alors que l'extrême-gauche parlementaire, qui affronte sa première élection depuis qu'elle figure au gouvernement, est laminée et vouée à l'oubli.

La dernière stratégie qui s'offre aux mécontents des partis traditionnels, quand ils ne veulent pas prendre la parole pour un parti protestataire, est celle de la "défection" qui consiste à s'abstenir non pas par désintérêt de la politique mais en signe de protestation silencieuse. À cette abstention protestataire, conjoncturelle et réfléchie de citoyens qui refusent de voter sans raison valable, il faut combiner l'abstention structurelle de la fracture civique, celle des jeunes très distants du devoir de vote, celle des indécis de dernière minute (environ 20% des électeurs, très nombreux de par le nombre déboussolant de candidats des deux bords, en particulier à gauche), celle des non-mobilisés par la gauche et la droite trop maladroites dans leurs messages.

Reste enfin le vote blanc ou nul, dont les effets sont moindres comparés aux grands mouvements électoraux de ce premier tour. On retiendra que les trois choix protestataires ("défection" par l'abstention, "prise de parole" par le vote extrême et vote blanc ou nul) ont été retenus par 51.8% des électeurs. C'est le premier "grand refus électoral" du printemps 2002, selon l'expression d'Alain TOURAINE reprise par Pascal PERRINEAU (8).

b) La remobilisation du second tour

Le séisme de la présence du candidat FN au deuxième tour a provoqué une remobilisation éclair des électeurs, dès le soir même des résultats, dans la rue ou sur les plateaux d'émissions TV où les différentes forces politiques annoncent leur stratégie de front républicain. Cette dernière rabat Le Pen dans le camp des candidats "menaçant les valeurs

de la République" et lui a rendu difficile sa sortie du monde clos de l'extrême-droite pour s'adresser aux autres mondes clos d'extrême-gauche et d'ailleurs. Le bloc électoral du FN n'est en rien entamé, au contraire, il gagne 60 747 voix. Cela dit il y a eu un mouvement entre les deux tours: une partie de l'électorat protestataire, qui ne souhaite pas voir Le Pen élu, s'est en allé en se réfugiant dans l'abstention principalement. Les voix de Bruno Mégrét ne reviennent pas toutes au candidat extrême-droite; en revanche, une partie non négligeable de l'électorat d'extrême-gauche se tourne vers lui, en particulier celles d'Arlette Laguiller. Une partie des abstentionnistes du premier tour, les "ninistes", ainsi qu'une fraction des électeurs de la droite "dure", plus traditionaliste (les électeurs Boutin, quelques chasseurs, peut-être quelques Chirac) sont également à ses côtés.

La stratégie du front républicain va écraser le Front National au second tour. Jacques Chirac se voit aisément débarrassé de son pire ennemi et inverse son triste record du premier tour en obtenant la meilleure performance jamais obtenue au second tour: 82.2%. Certainement y a-t-il une majorité d'électeurs de gauche dans ce chiffre: en effet, non seulement le PS mais aussi les Verts, le PRG (aux scores honorables), le PCF (en passe de disparition), la LCR et le Pôle Républicain en appellent à voter contre Jean-Marie Le Pen. La condamnation est unanime: le parti est non-crédible, non gestionnaire. D'ailleurs, Jean-Marie Le Pen n'a pas l'étoffe d'un Président aux yeux du plus grand nombre, même parmi ses propres électeurs. Le second tour de l'élection présidentielle reste une élection de "pouvoir" où l'on élit un gouvernant. La logique proportionnaliste du premier tour ayant disparu, le "grand refus" du premier tour a changé de camp et s'est retourné contre un candidat jugé apte à faire entendre les voix des "laissés pour compte" mais pas à gouverner. L'extrême-droite reste isolée, marginalisée dans le système politique français (9).

Les logiques de l'élection présidentielles du printemps 2002 sont, au final, extrêmement complexes. L'électorat protestataire, qui représentait plus de la moitié des votants, a su se faire entendre comme il l'entendait au premier tour, avant de se marginaliser au deuxième.

Suite à cette élection présidentielle spectaculaire, on aurait pu s'attendre à des élections législatives fortes de la mobilisation du second tour; il n'en sera rien, ce qui n'est pas si étonnant finalement. En effet, le prolongement de notre raisonnement sur le vote protestataire conjoncturel et sur l'abstention donne des indices d'une remontée dramatique de l'abstention pour les élections législatives.

2. LA VALIDATION PAR LES ÉLECTIONS LÉGISLATIVES

Il n'y a pas eu de deuxième "électrochoc" aux élections législatives. Des deux mouvements de l'élection présidentielle, un s'est inversé: l'abstention est toujours très élevée (ces élections législatives battent un nouveau record) mais cette fois-ci, la bipolarisation est de mise. La droite triomphe, aidée par le mode de scrutin, tablant sur le refus de la cohabitation, ce qui ne laisse aucun espace stratégique à la gauche. Le vote extrémiste disparaît; au lieu de 300 triangulaires annoncées, ce sont 10 triangulaires qui ont lieu; l'extrême-gauche passe de 10.5% à 2.5%, l'extrême-droite de 19.2% à 12.6%. On est loin du FN de 1997, présent dans 132 circonscriptions et dans 76 triangulaires. Comme l'écrit Pascal PERRINEAU, le "pouvoir de nuisance, de perturbation, de brouillage du jeu gauche-droite est quasi-nul (...)" (10)

L'abstention que l'on pensait avoir fait baisser au deuxième tour (11) revient massivement aux élections législatives. La logique du scrutin des législatives de 2002 est celle d'élections organisées dans l'ombre d'une élection présidentielle, ce qui nous renvoie à 1981 et 1988. Selon Pascal PERRINEAU, l'élection présidentielle joue dans ce cas le rôle "d'élection-matrice" et l'élection législative vient donner une majorité au Président élu. Il y aurait donc ratification d'une élection par l'autre.

Pascal PERRINEAU souligne également que ces élections législatives sont celles où l'abstention est la plus élevée. En effet, l'enjeu semble moins important pour beaucoup, le scrutin le plus important ayant déjà eu lieu. Les jeunes, en particulier, se demandent à quoi cela peut-il bien servir de voter pour un député qu'ils connaissent rarement. Il faut tenir aussi compte des quelques électeurs de gauche qui, dans la continuité des élections présidentielles, vont se tenir à l'écart de ces législatives afin de donner une majorité passive à la droite et d'éviter une nouvelle cohabitation.

Enfin, la majorité des abstentionnistes sera fournie par les partis extrêmes qui s'abstiennent massivement: les élections législatives ne s'inscrivent pas dans la logique des élections présidentielles. Il y a 577 élections particulières, où existent des familles politiques locales. On sait que le Front National n'a pas pu s'implanter correctement au plan local; on sait également que les qualités de tribun de Jean-Marie Le Pen ne se retrouvent pas chez tous ses députés. Enfin, les élections législatives n'ont pas ce rôle d'exutoire qu'a pu avoir l'élection présidentielle. Autant de facteurs qui poussent les protestataires présidentiels à ne pas se rendre aux urnes, ou alors à se retourner vers les forces politiques traditionnelles.

L'abstention était donc prévisible, au premier comme au second tour. La crise de la représentation politique n'a pas disparu, et l'abstention record des législatives relativise fortement leur bipolarisation. Le malaise entre les jeunes et le devoir électoral, tout comme le malaise entre représentants et représentés, perdure: l'effet "1er mai" n'a pas tenu jusqu'aux élections législatives, alors que les tempéraments protestataires ont largement perduré après le premier tour de l'élection présidentielle.

En guise de conclusion

C'est une gigantesque leçon d'instruction civique que l'on peut lire dans la poussée du vote protestataire, dans la crise abstentionniste et dans la remobilisation trop courte du printemps 2002. Le vote a gagné certaines caractéristiques honorables: il est plus réfléchi, individuel, argumenté et refusé si l'offre est trop mauvaise. En aucun cas les Français n'ont à rougir de leur comportement politique; les affections auxquelles l'extrême-droite et l'extrême-gauche, bien que souvent simplistes voire parfois xénophobes et racistes, sont une réalité pour de nombreux habitants de régions industrielles sinistrées, rongées par le chômage et la misère sociale. C'est à la classe politique d'avoir honte de ses campagnes, de sa politique sociale et de son manque de communication.

Il devient capital de redonner du sens à la politique, au clivage gauche-droite par exemple. Faire réexister ces clivages sur le plan économique et social donnerait un sens à la cohabitation, aux enjeux des gouvernements et fonderait leurs différences. Quant au Front National, il appartient également à la classe politique de formuler des réponses s'opposant aux théories national-populistes de Jean-Marie Le Pen; la tâche est ardue, mais il est nécessaire de faire de la politique contre le Front National. Car c'est là où ses adversaires n'en font plus qu'il progresse. Enfin, il faut que la gauche rouvre un débat idéologique sur ce qu'elle est vraiment, car toute tentative de troisième gauche plurielle semble vouée à l'échec quand on constate le déclin du PCF et la déroute législative des forces du PS.

Le chantier est énorme, mais "l'accident du 21 avril" montre bien qu'il est urgent de répondre aux souhaits profonds du pays en matière de politique économique et sociale.

Notes

(1) La lutte contre la "violence et l'insécurité" apparaît pour la première fois devant "la lutte contre le chômage" dans le baromètre mensuel *Figaro-Magazine Sofrès* de cette année-là. Cf. Gérard LE GALL, "Réélection de Jacques Chirac: un vote de conjoncture confirmé aux élections législatives" in *La Revue Politique et Parlementaire*, n°1020-1021, septembre-décembre 2002.

(2) Cf. Pascal PERRINEAU, *La logique des clivages politiques*, pp. 289-300 in Daniel COHEN et al, *France: les Révolutions invisibles*, Paris, Calmann-Lévy 1998.

(3) Cf. Ronald INGLEHART, *The silent revolution in Europe: intergenerational change in post-industrial societies* in *The American political science review*, volume LXV, n°4, décembre 1971.

(4) Pas moins de 70 sondages d'intentions de vote sont publiés entre le 1er janvier et le 21 avril 2002 (dont 13 dans les dix jours précédant le scrutin). Cf. Emmanuel RIVIÈRE, *Les sondages peuvent-ils se tromper sans nous tromper*, in *La Revue Politique et Parlementaire*, *op.cit.*

(5) *op. cit.*

(6) Jean-Louis Missika, "Les faux semblants de la dépolitisation", in *Le Débat*, n°68, janv-février 1992, pp. 14-19.

(7) Nonna MAYER, *Ces Français qui votent Le Pen*, et Pascal PERRINEAU, *Le vote protestataire après le 21 avril*. Extraits du site de la Sofrès.

(8) Alain TOURAINÉ s'en était servi pour qualifier les mouvements sociaux de novembre-décembre 1995.

(9) Cf. Pascal PERRINEAU, "Le vote d'extrême-droite en France: adhésion ou protestation ?" in *Futuribles*, juin 2002. Cf. également Gilles IVALDI, "L'extrême-droite renforcée mais toujours isolée" in *La Revue Politique et Parlementaire*, *op.cit.*

(10) Pascal PERRINEAU, "Les législatives ont obéi à une logique de ratification", interview pour la Sofrès du 24 juin 2002. Cf. recherches Internet.

(11) L'abstention a peut-être baissé au second tour, mais elle ne descend pas en-dessous du niveau de 1995, écrit Pierre BRÉCHON dans "Comprendre les logiques de l'abstention" in *La Revue Politique et Parlementaire*, *op.cit.* La mobilisation a été forte... mais elle aurait pu l'être encore plus.

Bibliographie

Pierre BRÉCHON, "Les Élections Présidentielles. 40 ans d'histoire politique.", Doc. Française, Paris, 2002.

Clarisse FABRE "Les Élections, mode d'emploi", Libro 2002.

La Revue Politique et Parlementaire, n°1020-1021, septembre-décembre 2002.

Internet

Institut Taylor-Nelson Sofrès

<http://www.2002.sofres.com>

<http://www.sofres.com/etudes/dossiers/presi2002/>

Fondation Jean-Jaurès

<http://www.jean-jaures.org>

<http://www.jean-jaures.org/minisite/analyse.htm>

CEVIPOF

<http://www.cevipof.com>

CIDSP

<http://www.cidsp.com>